
Département de l'Ain

Commune de GENOUILLEUX

Plan Local d'Urbanisme

6.1. Liste des Servitudes d'Utilité Publique



5 rue Saint-Maurice
69580 SATHONAY-VILLAGE
Tél. 04.72.71.89.35



309 rue Duguesclin
69007 LYON
Tél. 04.72.04.93.83

Mars 2014

SOMMAIRE

AC1 Protection des sites et monuments historiques	2
AC2 Protection des sites naturels et urbains	3
PM1 Plan de Prévention des Risques	5
EL3 Halage et marchepied	6

AC1 Protection des sites et monuments historiques

Tour et restes de l'ancien château de Chavagneux, inscrits le 17 décembre 1942

Ces monuments sont reportés sur le plan des servitudes et informations joint.

Ces protections constituent des servitudes d'utilité publique dont la gestion est assurée par le service territorial de l'architecture et du patrimoine (STAP) de l'Ain (service régional DRAC).

En conséquence :

- un monument historique classé ne peut faire l'objet de travaux de restauration, de démolition ou de modification quelconques sans autorisation de l'administration ;
- aucune modification d'un monument historique inscrit ne peut être effectuée sans avoir 4 mois à l'avance avisé le service gestionnaire et indiqué les travaux envisagés (articles L621-27 et L621-28 du code du patrimoine) ;
- la protection des abords des monuments historiques inscrits ou classés (secteur 500m de rayon ou autre) est régie par le code du patrimoine (articles L621-30-1, L621-31, L621-32).

Service gestionnaire

Direction Régionale des Affaires Culturelles Rhône Alpes (DRAC)

6 quai Saint Vincent - 69001 LYON

tél: 04.72.00.44.00

Localement: Service territorial de l'architecture et du patrimoine (STAP) de l'Ain

Monastère de Brou

63 boulevard de Brou - 01000 BOURG-EN-BRESSE

AC2 Protection des sites naturels et urbains

Site naturel «Val de Saône»

Référence : Art. L 341-1 du code de l'environnement modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010-art.240

La commune de Genouilleux est concernée par le site du Val de Saône qui représente 19,44% de sa superficie, classé par Décret ministériel du 1^{er} mars 2005. Ce site est reporté sur le plan des servitudes et informations joint.

L'ensemble dit «Val de Saône» est constitué par les rives de la Saône dans le département du Rhône et dans le département de l'Ain, sur le territoire des communes de Fareins, Genouilleux, Géréins, Lurcy, Messimy-sur-Saône et Montmerle-sur-Saône.

La conservation et la préservation des sites naturels et urbains présente un intérêt général au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. À noter que la protection au titre des sites concerne uniquement le paysage du territoire intéressé et n'a aucun effet sur la gestion de la faune et de la flore.

Un site classé ne peut être modifié dans son état ou son aspect sans autorisation spéciale, préfectorale ou ministérielle.

La procédure de classement est utilisée en particulier en vue de la protection d'un paysage remarquable, naturel ou bâti.

L'objectif de cette protection est le maintien des lieux dans les caractéristiques paysagères ou patrimoniales qui ont motivé le classement :

- la procédure de classement est à l'initiative de l'État, de la commission départementale des sites, perspectives ou paysages ou de la DRAC ;
- le classement est prononcé par décret ministériel, généralement après avis du Conseil d'État (sauf accord des propriétaires) ;
- toute modification de l'état des lieux est soumise à l'autorisation spéciale du ministre chargé de l'environnement, après avis de la commission départementale des sites, et si le ministre le juge utile, de la commission supérieure des sites ;
- pour les travaux de moindre importance énumérés par le décret du 15/12/1998, l'autorisation est du ressort du préfet de département ;
- toute forme de publicité est interdite en site classé ;

- il est fait l'obligation d'enfouissement des lignes électriques nouvelles ou des réseaux téléphoniques nouveaux ;
- le camping et le caravanning sont interdits sauf dérogation ministérielle.

En conséquence :

- tout projet de modification de l'état des lieux, à l'exception des travaux d'entretien normal des constructions ou d'exploitation courante des fonds ruraux, doit être porté à la connaissance de l'administration 4 mois à l'avance ;
- l'Architecte des Bâtiments de France (STAP) émet sur le projet un avis simple. Si l'intérêt du site est menacé, le ministre chargé de l'environnement peut se saisir du dossier et procéder au classement du site ;
- le permis de démolir est obligatoire en site inscrit. Sur les permis de démolir, l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France est un avis conforme.

Service gestionnaire

Direction Régionale des Affaires Culturelles Rhône Alpes (DRAC)
6 quai Saint Vincent - 69001 LYON
tél: 04.72.00.44.00

Localement: Service territorial de l'architecture et du patrimoine (STAP) de l'Ain
Monastère de Brou
63 boulevard de Brou - 01000 BOURG-EN-BRESSE

PM1 Plan de Prévention des Risques

La commune de Genouilleux est concernée par l'arrêté préfectoral du 30/12/1996 relatif aux crues de la Saône.

Les périmètres du plan sont reportés sur le plan des servitudes et informations joint.

Service gestionnaire

Direction Régionale des Affaires Culturelles Rhône Alpes (DRAC)

6 quai Saint Vincent - 69001 LYON

tél: 04.72.00.44.00

Localement: Service territorial de l'architecture et du patrimoine (STAP) de l'Ain

Monastère de Brou

63 boulevard de Brou - 01000 BOURG-EN-BRESSE

EL3 Halage et marchepied

Ces servitudes s'appliquent de fait, sans procédure préalable particulière.

- La servitude de halage permet de laisser libre une bande le long des cours d'eau domaniaux navigables ou flottables partout où il existe un chemin de halage ou d'exploitation.
- La servitude de marchepied s'applique aux cours d'eau domaniaux, laisse libre une bande du côté opposé de la rive bénéficiant de la servitude de halage ou s'applique sur chaque rive lorsqu'il n'y a pas de servitude de halage.

Références

Code général de la propriété des personnes publiques en ses articles L2131-2 à L2131-5.

Circulaire n°73.14 du 26janvier 1973 relative à la servitude de marchepied.

Arrêté du 22septembre 1994 du Ministre de l'Environnement.

Article L2131-2 du Code général de la propriété des personnes publiques (modifié par Loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 - art.53)

«Les propriétaires riverains d'un cours d'eau ou d'un lac domanial ne peuvent planter d'arbres ni se clore par haies ou autrement qu'à une distance de 3,25 mètres. Leurs propriétés sont grevées sur chaque rive de cette dernière servitude de 3,25 mètres, dite servitude de marchepied.

Tout propriétaire locataire, fermier ou titulaire d'un droit réel, riverain d'un cours d'eau ou d'un lac domanial est tenu de laisser les terrains grevés de cette servitude de marchepied à l'usage du gestionnaire de ce cours d'eau ou de ce lac, des pêcheurs et des piétons.

La responsabilité civile des riverains visés au deuxième alinéa ne peut être engagée au titre des dommages causés ou subis à l'occasion du passage des pêcheurs ou des piétons qu'en raison de leurs actes fautifs.

Les propriétaires riverains des cours d'eau domaniaux sont tenus, dans l'intérêt du service de la navigation et partout où il existe un chemin de halage ou d'exploitation, de laisser le long des bords desdits cours d'eau domaniaux, ainsi que sur les îles où il en est besoin, un espace de 7,80 mètres de largeur.

La servitude dont est ainsi grevée leur propriété est dite servitude de halage.

Ils ne peuvent planter d'arbres ni se clore par haies autrement qu'à une distance de 9,75 mètres sur les bords où il existe un chemin de halage ou d'exploitation.

Le long des canaux de navigation, les pêcheurs et les piétons peuvent user du chemin de halage et de la portion de berge faisant partie du domaine public, dans la mesure où le permet l'exploitation de la navigation.

Sur décision de l'autorité administrative, le droit visé à l'alinéa précédent peut exceptionnellement être supprimé soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour des raisons de sécurité lorsque les berges sont incluses dans des établissements industriels.

Lorsqu'un cours d'eau est déjà grevé de la servitude prévue au IV de l'article L.211-7 du code de l'environnement (relative au SAGE existant), cette dernière servitude est maintenue.

Une commune, un groupement de communes, un département ou un syndicat mixte concerné peut, après accord avec le propriétaire du domaine public fluvial concerné, et le cas échéant avec son gestionnaire, entretenir l'emprise de la servitude de marchepied le long des cours d'eau domaniaux.»

La conséquence pour Genouilleux :

- Servitude de halage de 7,80 m en rive gauche de la Saône,
- Possibilité pour la commune, sous conditions d'accord avec le propriétaire ou le gestionnaire, d'entretenir l'emprise de la servitude de marchepied en contribution à la préservation de la biodiversité ;
- Exploitations de carrières interdites en lit mineur ;
- Extractions interdites à moins de 35 mètres des limites du lit mineur ;
- Possibilité d'implanter en bordure de voie d'eau les équipements éventuellement nécessaires au trafic fluvial doit être ménagée dans le Règlement du PLU.

Service gestionnaire

Pour les fleuves Rhône et Saône :

Service Navigation Rhône-Saône

2 rue de la Quarantaine - 69321 LYON cedex 05